

a.164.1.Tun.1.-NF/cm
p.B.73.Tun.0.

Berne, le 29 mars 1976

Entrevue entre M. Habib Chatti, Ministre
des affaires étrangères de Tunisie, et
M. Pierre Graber, Chef du Département
politique fédéral, à Tunis, le 23.3.1976

Note d'entretien

1. Libye

Le Colonel Ghaddafi est atteint dans sa santé mentale, mais il est le seul détenteur du pouvoir. Ses acolytes sont bien pâles, y compris le major Jalloud. Il est imprévisible (l'envoi de tueurs en Tunisie pour décapiter le gouvernement alors que la Libye était officiellement représentée par un ministre aux Fêtes du XX^e anniversaire de l'indépendance témoigne de la confusion la plus complète. De même, le fait que l'un des tueurs ait possédé la carte d'identité authentique de l'un des terroristes arrêtés à Fiumicino.) Toutefois, un facteur de modération relatif consiste en la forte pression militaire que maintient l'armée égyptienne, massée en permanence à la frontière.

2. Algérie

Le Président Boumediène est isolé. Son prestige est en jeu dans l'affaire saharouie, où il a subi une défaite à la fois militaire, politique et diplomatique; les tentatives de médiation de la Ligue Arabe sont vouées à l'échec, de même, celles de Senghor.

La Tunisie s'est employée, elle aussi, à rapprocher les points de vue - le Ministre Chatti s'est rendu une dizaine de fois soit à Rabat, soit à Alger, et le Président Bourguiba a lui-même effectué à deux reprises le déplacement; mais ces efforts n'ont pas abouti. De l'avis du Ministre, seul le temps permettra la guérison de cette plaie. Toutefois, le risque subsiste d'un affrontement ou du déclenchement d'une guerre par accident (p.ex. si le Maroc exerce trop vivement son droit de suite); la Tunisie a attiré l'attention du Maroc sur ce danger et sur la nécessité d'éviter d'envenimer le conflit. Cependant, les deux armées en présence sont en situation d'inégalité: les Marocains sont prêts à la guerre; ils disposent d'armes américaines et françaises très modernes et nombreuses. En face, l'armée algérienne est principalement occupée à assurer la sécurité intérieure. Elle quadrille le pays et n'est pas en mesure de mener une guerre. Mais elle est solidement aux mains du Président Boumediène.

Celui-ci est à la recherche d'un mécanisme qui lui permettrait de sauver la face; la Tunisie insiste pour que le Maroc s'y prête, dans l'espoir qu'une solution de compromis puisse se dégager qui favoriserait également l'apaisement de la Mauritanie. Pour l'instant, il s'agit d'un repli sur les affaires intérieures: on poursuit l'élaboration de la Charte nationale, l'élection d'une Assemblée, peut-être celle du Président, qui lui conférerait une légitimité accrue. C'est un projet qui vient à son heure: la Tunisie estime que le régime prend au sérieux les critiques contenues dans le Manifeste Ferhat Abbas-Ben Khedda. La radio dénonce en tout cas depuis lors l'attitude des "bourgeois complices des impérialistes", faisant ainsi écho à l'un des thèmes du document nationaliste.

En tout état de cause, la Tunisie estime que des changements de personne interviendront bientôt dans le gouvernement: les jours de Bouteflika au MAE sont comptés.

Le Ministre tunisien relève en conclusion que l'influence de l'URSS sur l'Algérie est en réalité un facteur de modération.

3. Situation en Afrique australe

M. Chatti prévoit un affrontement entre le Mozambique, les guerilleros noirs rhodésiens d'une part et le régime Smith, d'autre part. C'est une source de tension et de préoccupation, même si cette fois les Cubains n'interviennent pas. En revanche, l'Afrique du Sud est en mesure de résister longtemps.

4. Sud de la péninsule arabique

L'Arabie Séoudite et le Koweït s'efforcent de gagner de l'influence sur le Yémen du Sud. En échange d'une aide économique substantielle, ils ont déjà obtenu que le Yémen réduise son assistance aux rebelles du Dhofar, en Oman voisin; la guerre y a effectivement beaucoup perdu d'intensité. Cette politique est toutefois sujette à rebondissement: l'équipe dirigeante au Sud-Yémen est divisée entre ceux qui acceptent l'aide séoudienne et koweïtienne et qui cherchent à diminuer l'influence soviétique, et ceux qui veulent bien recevoir les fonds mais sans conditions. En tout cas, la présence soviétique n'est plus assurée aussi fermement qu'auparavant à Aden.

5. Djibouti

Le Ministre Chatti pense que le Territoire des Afars et des Issars est une zone de conflit potentiel à brève échéance; c'est pourquoi les Tunisiens conseillent à la France de s'en aller, sans demander leur reste, un peu comme les Espagnols l'ont fait au Sahara. La Somalie revendiquera Djibouti, et l'Ethiopie, affaiblie depuis le coup d'Etat, s'opposera à ce dessein. La Somalie n'est pas à proprement parler un satellite ou un agent soviétique, mais seule l'URSS lui fournit les armes qui lui permettent de soutenir ses prétentions territoriales, non seulement à l'encontre de Djibouti, mais également envers le Kenya. Pour la Tunisie, la situation est explosive dans ce secteur.

Copie verteDEPARTEMENT POLITIQUE
FEDERAL

Ca 31. Mrz 76 10.

a.164.1.Tun.1.-NF/cm
p.B.73.Tun.①

Berne, le 30 mars 1976

ConfidentielListe de distribution

Monsieur le Secrétaire général
Monsieur l'Ambassadeur de Ziegler
Monsieur l'Ambassadeur Heimo
Monsieur l'Ambassadeur Bindschedler
Monsieur l'Ambassadeur Iselin
Monsieur le Ministre Zwahlen
Monsieur le Ministre Cuendet
Monsieur Kaufmann, W 54

Ambassade de Suisse à:

Tunis
Tripoli
Alger
Rabat
Jeddah
Le Caire
Pretoria

Dar es Salam
Nairobi
Paris
Londres
Bonn
Washington
Swiss Obser, New York

*